

Nouvelles locales du mardi 27 décembre 2011

@rib News, 27/12/2011 | Gouvernance - La question des cahiers de Picfare continue de faire remous au sein des acteurs de la vie politique du pays. Manassâ Nzobonimpa affirme qu'« il est prêt à donner des éclaircissements devant les députés ougandais qui enquêtent sur le dossier depuis un certain temps. Il fait savoir qu'il détient des preuves sur ce sujet, des preuves selon lesquelles, l'argent que l'Ouganda avait payé le Burundi a été détourné par certaines des autorités Burundi. [Rpa/Bonesha]

- Nzobonimpa dit ne pas comprendre pourquoi c'est l'Assemblée Nationale ougandaise qui est en train d'enquêter sur cette question au lieu de l'Assemblée Nationale burundaise qui a perdu plus de 15 millions de dollars. Il ne comprend pas non plus le fait que le Burundi cherche à arrêter tous ceux qui veulent dire la vérité sur ce dossier. [Bonesha/Rpa]

Politique - Le président du parti Uprona affirme ne pas connaître le communiqué des secrétaires provinciaux de ce parti. Il fait savoir avec colère aux journalistes qu'ils viennent lui expliquer ce qu'ils ont entendu à ce sujet. Il leur a interdit de lui demander quoi que ce soit sur ce communiqué. [Rpa]

Economie - Le porte-parole du ministère des Finances affirme que tous les fonctionnaires vont avoir dès demain leur salaire de décembre ainsi que les arriérés. L'argent en provenance de la Hollande a servi à autre chose parce que le ministre avait envisagé d'autres solutions. Le CONAPES affirme que plus de 2000 enseignants n'ont pas encore reçu ces arriérés. Les investissements ont passé de 20.000.000FBu en 2010, à 229.000.000FBu en 2011. Plus de 7000 personnes ont eu des emplois, selon toujours ce porte-parole. [Bonesha]

La Commission chargée des finances à l'Assemblée Nationale a sorti un rapport sur l'ouverture commerciale du sucre. Les députés ont demandé que les commerçants de sucre soient capables de respecter les prix fixés par l'Etat et non ceux qui ne cherchent que leurs intérêts. Ils demandent que si la SOSUMO n'est pas capable de produire du sucre suffisant, qu'elle le déclare. [Rtnb/Bonesha]

Certains députés voient que le gouvernement a une responsabilité coupable dans cette affaire. Ils demandent qu'une étude soit faite pour déterminer la quantité de sucre réellement nécessaire sur toute l'étendue du territoire national afin de déterminer quelle quantité importer pour servir le monde. Ils demandent aussi que les administratifs ne soient pas parmi ceux qui vendent du sucre ; que ceux qui vendent le sucre à un prix autre que celui qui est fixé soit puni et que la population soit mise au courant de cette punition. [Bonesha/Rtnb]

Par rapport à l'année 2010, l'apport des Burundais dans l'investissement a légèrement baissé. Libérat Mpumukeko, DG de l'Agence Burundaise de Promotion des Investissements (API), car l'année dernière plus de 50% du total des investissements venaient des Burundais. En 2011, seulement 46% sera à terme investi par les Burundais. Par ailleurs, d'autres investisseurs venus surtout d'Europe vont investir plus de 43% du total des projets d'investissement déjà traités ou en cours d'analyse. Il s'agit d'un investissement de l'ordre de 113 milliards de BIF. [Ccib/Isanganiro/Bonesha]

Au Burundi, les Investissements Directs Etrangers (IDE) étaient évalués à plus de 139 milliards de BIF (soit plus de 100 millions USD) en 2010. En 2011, les IDE s'évaluaient à plus de 141 milliards de BIF (soit plus de 140 millions USD). Signalons que ces montants n'incluent pas les investissements traités par le SCEP et relatifs aux privatisations d'entreprises publiques, soit environ 10,5 millions USD en moyenne investis par des opérateurs étrangers. En d'autres termes, entre 2010 et 2011, le flux des IDE n'a pas beaucoup changé, ce qui est un signe que l'attractivité du pays reste intacte. [Rtr/Isanganiro]

Education - Selon la représentante du SLEB, les enseignants de la province de Cibitoke n'ont pas été terrifiés par les menaces de leur direction provinciale d'enseignement qui leur exige de payer une somme de 3000FBu pour la construction des locaux de ladite direction. Elle fait savoir que c'est une forme de traumatisme dont sont victimes ces enseignants. Selon Eularie Nibizi, le gouvernement doit chercher d'autres moyens pour ces travaux. Qu'il cherche parmi ceux qui touchent beaucoup puisque les enseignants sont dans une pauvreté misérable. [Rpa]

Sécurité - Deux personnes ont été tuées par la population sur la colline Musumba en commune Ruyigi qui les soupçonnaient d'être des malfaiteurs et les a interrogées. Ces dernières ont affirmé qu'elles disposent de fusils et de deux grenades. La population a exigé qu'elles leur montrent ces armes mais arrivées à cet endroit, les présumés bandits ont donné seulement les grenades refusant de donner les fusils. La population les a fouettés à mort. Les administratifs demandent à la population de ne pas se substituer aux organes chargés de la poursuite et d'appeler la police chaque fois qu'elle arrête des personnes suspectes. [Rpa]